

inspirée au cours des décennies. Les pays occidentaux n'ont pas tous souscrit au même rythme à la révolution gorbatchévienne, et il convient de signaler ici que le gouvernement canadien a été un des derniers à le faire. Suivant sans doute la tradition selon laquelle le Canada a toujours défendu avec vigueur les droits de la personne dans les pays de l'Est, le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, a prononcé en janvier 1989 une déclaration importante dans laquelle, tout en reconnaissant les progrès en train de s'accomplir, il s'attardait longuement, avec des propos pessimistes, à décrire le fossé entre l'Est et l'Ouest comme étant impossible à combler, tout compte fait. Même alors que le premier ministre se préparait à se rendre à Moscou pour sanctionner diverses nouvelles ententes bilatérales, le Canada a conservé une attitude essentiellement négative. Au début de mai, cependant, profitant de ce qu'une famille soviétique en vue avait obtenu la permission d'émigrer au Canada, M. Clark a prononcé un discours important dans lequel il soulignait que le gouvernement canadien reconnaissait la «révolution» qui balayait la société soviétique; il a alors précisé clairement qu'il était dans l'intérêt du Canada que M. Gorbatchev réussît.

Tout comme les autres pays occidentaux, le Canada a eu du mal, pendant toute la période d'évolution accélérée en Europe de l'Est, à définir une réaction appropriée et constructive. L'Ouest s'est soucié de ne pas verser dans le triomphalisme, attitude qui aurait pu avoir des conséquences fâcheuses et nuire à M. Gorbatchev et aux autres réformateurs. Il importe de poursuivre toutes les voies logiques pour réduire les armements, et de le faire le plus rapidement possible, notamment pour contribuer ainsi à alléger le fardeau économique des pays de l'Est et le nôtre, tout en reconnaissant que les avantages économiques inhérents à une telle démarche ne se manifesteront que graduellement. L'Occident doit fournir une coopération concrète dans les domaines du commerce, des investissements, de la gestion et de l'assistance technique, partout où les réformes la rendront productive, mais il lui faut aussi aider les Européens de l'Est, dont les espoirs sont réprimés depuis si longtemps, à comprendre que la prospérité n'apparaîtra pas du jour au lendemain ni automatiquement. De même, l'Ouest doit offrir une aide provisoire solide pour aider les nouveaux gouvernements à répondre aux besoins vitaux de leurs populations pendant la période de transition, mais il doit ce faire sans créer un état de dépendance ni retarder l'inéluctable réforme économique, et sans faire croire qu'un nouveau «Plan Marshall» serait possible ou approprié pour les pays de l'Est ayant opté pour des réformes.